(1)
(N° 140.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 26 FÉVRIER 1856.

Falsification des substances alimentaires ⁽¹⁾.

Disposition additionnelle proposée par M. MAERTENS.

ART. 11.

Par dérogation à l'art. 318 du Code pénal et à l'art. 4 de la loi du 19 mai 1829, la peine de l'emprisonnement sera de huit jours à deux ans, et l'amende de 50 à 1,000 francs, dans tous les cas prévus par leurs dispositions.

(1) *Projet de loi, n° 72.*
Rapport, n° 105.